



**FORUM INTELLIGENCE
ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT**



I – CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Forum Intelligence Economique et Développement - FIED - est un forum économique qui rassemble de multiples parties prenantes telles que des dirigeants d'entreprises et de syndicats, des personnalités de la société civile, universitaires, des responsables politiques et d'organisations internationales, pour débattre des grands enjeux du XXI^e siècle sur le développement.

Depuis plus de quinze ans (15), SOPEL International travaille sur le concept d'Intelligence Economique et Développement (IED), qui préconise trois phases pilotes pour atteindre le développement d'un pays :

- sécurité alimentaire
- sécurité économique
- civisme et patriotisme économique.

A travers nos recherches, enquêtes et fora, nous avons tenté de comprendre comment les pays du Sud, avec 2% des échanges mondiaux, peuvent-ils s'arrimer au mouvement de mondialisation, sans désarticuler totalement leur économie ?

Le FIED se focalise sur les aspects structurels de la globalisation des économies. La mondialisation est considérée, comme le sujet le plus controversé des débats économiques régionaux et internationaux de cette décennie.

Depuis la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin, le nombre d'acteurs économiques sur les marchés mondiaux est passé d'environ un à six ou sept milliards. La globalisation a élargi considérablement la force de travail



productive, créant de nouveaux pôles de fabrication et de services dans le monde en développement, stimulant la demande en énergie et en produits de base et ouvrant la perspective d'un fort accroissement de la consommation.

De nouveaux volumes d'épargne viennent s'ajouter aux flux mondiaux de capitaux flottants (hot money) aspirés par les opportunités d'investissements sur les marchés émergents et dans les économies développées en pleine mutation. Les transferts de compétences, de technologies, d'informations et de connaissances appliquées se précipitent également.

Le flux mondial des échanges a plus que doublé depuis 1990. Des économies moins protectionnistes ont permis une baisse du coût des biens et services. Un plus grand nombre de pays se tournent vers les exportations pour stimuler la croissance. Si les achats des pays développés restent importants, les nouveaux courants commerciaux portent la marque d'une régionalisation et d'une mondialisation des chaînes logistiques et d'un gonflement des échanges « sud-sud ».

Et pourtant, beaucoup restent à la périphérie de cette mondialisation et certains perdent même encore du terrain. Les exclus peuvent être des pays ou certaines de leurs régions, des catégories d'individus, ou encore des personnes prises individuellement.

Nous sommes aussi les témoins de la malnutrition, de la pauvreté et des problèmes environnementaux que pose cette explosion de la croissance

: les rivières sont polluées, la réduction de la couche d'ozone et la hausse des températures menacent la santé et le climat.



: L'énergie et les denrées alimentaires sont hors de portée d'une certaine classe sociale.

La mondialisation ouvre de très larges horizons, mais l'exclusion, la misère, la dégradation de l'environnement, la spéculation sur l'énergie et les denrées alimentaires créent des bombes à retardement, qui déstabiliseront des années d'efforts de construction d'une stabilité économique et sociale.

Le continent africain avec ses 30,3 millions de km², est fort d'un marché potentiel de plus d'un milliard de consommateurs, une population de près de 70% de jeunes de moins de vingt ans, un taux de croissance de 5% à 9% en moyenne depuis 1996, et surtout des potentialités naturelles énormes: pétrole, mines, forêts, agriculture, énergies, hydraulique, tourisme, etc.

Son développement est au cœur de ces grands enjeux, où figurent en bonne place les nouvelles technologies de l'information, l'accès équitable aux marchés, la croissance, l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

La mondialisation est un phénomène multiforme et ses conséquences risquent de compromettre gravement les efforts des pays en développement. La conférence de DOHA devait apporter des innovations majeures et un équilibre dans les échanges mondiaux avec les pays développés. Les différents blocages dans les négociations se succèdent et déstabilisent chaque jour, un peu plus, les économies des pays en développement.

La réalisation des objectifs économiques majeurs de l'Afrique demeure ainsi la préoccupation des Etats Africains, de sa diaspora et de tous les acteurs et partenaires au développement.

II- RAISONS

Une économie a besoin de stabilité et de confiance pour se pérenniser. Aujourd'hui avec la conjoncture économique et financière, le doute s'installe partout, aussi bien dans les pays du nord que les pays du sud, qui sont confronté à un risque énorme de déstabilisation économique et une explosion sociale dues à l'absence de repères.

Les Etats Unis, première puissance économique mondiale bénéficiant de la monnaie de référence depuis la signature des Accords de Bretton Woods, financent à coup de milliards, depuis plusieurs années, des guerres sur plusieurs plans. Les sommes dépensées représentent plusieurs fois la dette de tous les pays du sud, pendant ce temps plusieurs millions de personnes meurent de maladies et de malnutrition.

Les effets de ces actions guerrières ont eu des conséquences néfastes, tant sur le plan intérieur Américain, qu'à l'international, vue l'articulation de toutes les économies avec le mouvement de la mondialisation de la production et de la globalisation financière. Cependant, la crise du sub-prime, le déficit de l'économie Américaine, la baisse du dollar, la hausse généralisée des produits pétroliers et du marché des commodités, poussent beaucoup d'acteurs, à la réflexion pour une voie alternative, d'autres stratégies innovantes, des modèles économiques différents du système de Bretton Woods. En somme, une autre manière d'aborder et de mesurer le développement de nos pays dans un contexte global.

- La flambée des prix des produits alimentaires de base, par son impact sur la faim et la malnutrition ainsi que sur le développement, menace d'enfoncer

plus de 100 millions de personnes davantage dans la pauvreté. Elle signifie, pour plus de deux milliards d'êtres humains, des sacrifices et des difficultés au quotidien voire même, pour certains, une lutte incessante pour assurer leur survie, et cette situation n'est pas prête de s'améliorer rapidement. La malnutrition menace non seulement la génération actuelle mais aussi la prochaine.

Les impacts de cette conjoncture économique et financière sur les objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) ont des conséquences sur plusieurs domaines:

- Chaque année, le paludisme affecte environ un demi-milliard de personnes partout dans le monde. Il n'en reste pas moins que ce fléau, qui est la première cause de mortalité infantile en Afrique peut être éradiqué. Pour cela, il faudrait investir environ 3 milliards de dollars par an au cours des prochaines années pour équiper chaque ménage exposé au paludisme de moustiquaires traitées, de médicaments et d'une quantité limitée d'insecticide à utiliser dans les habitations.
- L'Agence internationale de l'énergie estime que les pays en développement devront investir annuellement, pendant 10 ans, quelques 170 milliards de dollars dans le secteur de l'électricité juste pour faire face à leurs besoins dans ce domaine, et 30 milliards de dollars par an pour passer à des sources d'énergie à faible intensité en carbone.
- Il faudra aussi 30 milliards de dollars de plus pour atteindre l'objectif du Millénaire qui consiste à alimenter en eau 1,5 milliard de personnes et à fournir des installations sanitaires aux 2 milliards de personnes qui n'ont pas



accès à ces services les plus élémentaires, améliorant également ainsi l'égalité des sexes dans les pays pauvres.

- Il faudra aussi investir 130 milliards de dollars par an pour mettre en place les infrastructures de transport nécessaires aux pays en développement à croissance rapide, dont une dizaine de milliards de dollars par an à l'appui de terminaux à conteneurs maritimes pour pouvoir répondre aux opportunités commerciales.

Enfin, les pays à faible revenu auront besoin d'environ 7 milliards par an pour que les quelque 80 millions d'enfants non scolarisés aient accès à l'enseignement primaire, un des piliers majeurs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Cette situation de fait dont la diaspora africaine et la communauté internationale est confrontée, ne peut se permettre de rester sans réponse. Nous avons le devoir dans un premier temps, d'avoir une même lecture collective du processus de mondialisation et, ensuite, le courage d'en faire un atout pour l'humanité tout entière.

III- OBJECTIFS GENERAUX

Le FIED est une excellente plateforme d'analyses, d'échanges et de propositions. C'est un formidable lieu de coopération et de réflexion stratégique sur les réalités actuelles du continent africain. Il offre une opportunité exceptionnelle d'échanges entre différents partenaires au développement.



Il réunit les plus grands experts de l'Intelligence économique et développement, de la société de l'information, des universitaires, des décideurs politiques et économiques, des organisations internationales, des ONG, des acteurs du secteur privé et de la société civile. Ils ont tous en commun, l'ambition et l'objectif de bâtir ensemble, les bases innovantes d'un plan d'Intelligence Economique et Développement mieux adapté à la nouvelle Economie Africaine.

Il s'agira aussi de s'approprier et d'apporter des analyses et des réponses aux différentes stratégies proposées au niveau local, régional et continental, pour améliorer la croissance, les Investissements Directs Etrangers (IDE), et les nouvelles technologies à haute valeur ajoutée, pour sortir l'Afrique de la dépendance actuelle.

Toutes les grandes questions économiques, technologiques, commerciales et des plans de société seront au centre des sujets d'échanges de ce forum.

Comment faire de la mondialisation un programme de croissance inclusive?

Comment tirer le meilleur parti possible des fonds souverains pour les pays d'accueil et les pays investisseurs ?

Comment trouver des financements durables pour les projets Africains ?

Comment attirer plus les IDE et susciter le retour des fonds africains déposés dans les banques des pays du nord?

Comment renforcer la paix, la sécurité des investissements ?

Comment améliorer la gouvernance politique et économique ?

Quelles sont les nouvelles formes de coopération à adopter dans un contexte gagnant-gagnant ?

Comment assurer un meilleur avenir aux échanges mondiaux avec l'Afrique?

Comment assurer un commerce équitable, sans subventions, avec les pays industrialisés ?

Comment assurer la mise en place durable d'une politique de sécurité alimentaire ?

Comment donner une valeur ajoutée et un meilleur devenir à l'agriculture africaine ?

Comment construire un plan de développement et d'indépendance énergétique pour soutenir l'économie?

Comment utiliser les nouvelles technologies pour accompagner l'Afrique dans tous les projets de modernisation ?

Comment mieux orienter les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) : santé, éducation, environnement, etc. ?

Devant autant de questions qui ralentissent le développement de l'Afrique, notre mission de démarche d'intelligence économique collective propose une concertation multi-niveaux entre dirigeants politiques, Universitaires, opérateurs économiques, partenaires internationaux et société civile. Il s'agit de circonscrire les problèmes économiques, sociétaux, technologiques et d'élaborer ensemble des solutions innovantes et opérationnelles, des plans d'actions, pour instaurer un développement éthique, équitable et une mondialisation inclusive pour l'Afrique.



Il s'agit, à travers les objectifs de ces journées d'études sur les nouveaux enjeux stratégiques de l'Afrique, des échanges internationaux et des technologies de l'information en Afrique, sont de quatre ordres:

1. Analyser toutes solutions de financement et d'accompagnement des programmes de développement et des Etats Unis d'Afrique vers sa phase opérationnelle,

- les blocages du développement économique et social résultant du manque d'éthique et d'équité dans les échanges internationaux,
- la contribution du secteur des technologies de l'information et de la communication, des biotechnologies et des énergies renouvelables dans le développement durable de la société africaine,

2. Informer sur les nouveaux enjeux de la mondialisation, des technologies de l'information et de la communication (TIC), du commerce mondial déséquilibré et ses incidences dans les économies des pays en développement, aux fins d'anticipations et de propositions de solutions alternatives,

3- Contribuer efficacement au développement d'une information objective sur la mondialisation, le commerce mondial et la société de l'information dans le développement des entreprises et États des pays du Sud,

4- Participer à toutes les mobilisations de ressources nécessaires au développement endogène de l'Afrique, à l'éthique et l'équité dans les échanges internationaux et à la diversification du secteur des nouvelles technologies et des biotechnologies,



-
- Aux choix de meilleures stratégies de positionnements pour la défense d'intérêts communs, notamment lors des négociations commerciales de l'OMC.
 - A la réalisation d'objectifs de développement opérationnels, afin de redonner à l'Afrique une place adéquate dans la mondialisation.

En effet, s'il est un terme auquel s'applique la formule de Paul Valéry, c'est bien celui de « mondialisation » : « Ce qui est simple est faux, ce qui est complexe est inutilisable ». Quelle que soit la difficulté, il ne s'agit pas ici de juger la mondialisation, de l'approuver ou de la critiquer, mais de tenter simplement de la comprendre pour mieux agir.

IV- METHOLOGIES

Le Forum Intelligence Economique & Développement est organisé autour de séances plénières et d'ateliers réunissant des organisations internationales, des décideurs économiques, politiques, Universitaires, de partenaires internationaux, des hommes d'affaires et la société civile.

Les thèmes sont orientés d'une part, sur les actions et nouvelles stratégies opérationnelles pour l'Afrique, dans un contexte international dominé par la mondialisation et les différentes crises : financière, énergétique, environnementale, agricole, d'échanges inéquitables et, d'autre part, des ateliers de retours d'expériences sur les techniques, méthodologies et pratiques de benchmarks, pour mieux adapter l'entreprise, l'Etat et les organisations, dans une société de l'information, caractérisée par la vitesse, la connectivité et l'immatériel.

V- RESULTATS ET ATTENTES

A l'issue du forum, les résultats attendus sont de plusieurs ordres :

- **Publier** les actes du Forum sous forme d'ouvrages et sa large diffusion vers tous les acteurs potentiels.
- **Comprendre la mondialisation et ses effets**, afin de dessiner le contour de chemins viables et innovants, pour adapter et faire gagner les économies Africaines et du Sud en général.
- **Mettre en place** un dispositif national ou régional d'intelligence économique et développement -IED- pour accompagner le développement national et régional de l'Afrique.
- **Agir pour une meilleure implication** de la dynamique d'intelligence collective et territoriale dans les décisions prospectives et stratégiques de développement.
- **Analyser et contribuer** aux plans endogènes de développement économique (FONSIS, PSE, etc.)
- **Analyser les avantages** du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO dans le contexte de la négociation des accords APE.
- Proposer un plan d'actions et de nouvelles stratégies pour sortir le continent Africain de sa situation de dépendance énergétique ;



-
- **Elaborer de nouvelles stratégies** adaptées au contexte actuel de mondialisation, pour le partenariat et le financement de projets ;
 - **Elaborer de nouveaux concepts** de Création d'emplois et d'entreprises basée sur les métiers à haute valeur ajoutée du XXIe siècle ;
 - **Analyser la mutation** vers la deuxième étape des Technologies de l'information pour l'Afrique : des Business Process Outsourcing -BPO- à l'Information Technologies Outsourcing – ITO –;
 - **Partager une nouvelle vision** endogène du développement de l'Afrique, avec la diaspora, les partenaires au développement, la diaspora, les acteurs économiques et politiques, ainsi que tous les acteurs présents durant le forum.